

N° 79/CA du Répertoire

N° 1997-38/CA3 du Greffe

Arrêt du 17 décembre 2014

AFFAIRE : Hyacinthe VIGAN

C/

SOUS-REFET D'ABOMEY-CALAVI

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Abomey-Calavi du 07 mai 1997, enregistrée au Greffe de la Cour le 20 mai 1997 sous le n°318/GCS, par laquelle Hyacinthe VIGAN demeurant et domicilié à Abomey-Calavi, assisté de Maître Cosme AMOUSSOU, a introduit contre la Sous-Préfecture d'Abomey-Calavi, ayant pour conseil Maître Arthur BALLE, un recours de plein contentieux aux fins de voir cette dernière condamnée au paiement de ses arriérées de loyer en principal et des dommages-intérêts, suite à la rupture abusive du contrat de bail les liant ;

Vu la correspondance n°1100/GCS du 03 septembre 1997, par laquelle le Greffe invite le requérant à faire parvenir à la Cour son mémoire ampliatif ;

Vu la lettre sans date, par laquelle le requérant a transmis son mémoire ampliatif qui a été enregistré au Greffe de la Cour sous le n°798/GCS le 18 novembre 1997 ;

Vu la lettre n°656/GCS du 14 mai 1998, par laquelle communication de la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif et des pièces y annexées a été faite au Sous-Préfet d'Abomey-Calavi pour ses observations ;

Vu la mise en demeure n°1039/GCS, adressée au Sous-Préfet d'Abomey-Calavi pour faire parvenir à la Cour ses observations ;

Vu la lettre n°AAB/DYF/357/98 du 09 septembre 1998, enregistrée au Greffe le 10 septembre 1998 sous le n°887/GCS, par laquelle Maître Arthur BALLE a transmis à la Cour les observations de son client ;



Vu la lettre en date à Abomey-Calavi du 11 octobre 1998, enregistrée au Greffe de la Cour sous le n°1015/GCS le 20 octobre 1998, par laquelle le requérant a transmis à la Cour son mémoire en contre réplique aux observations de la Sous-Préfecture ;

Vu la correspondance n° 13-06/01-CA du 11 juin 2001, enregistrée au Greffe sous le n° 640/GCS le 14 juin 2001, par laquelle Maître Cosme AMOUSSOU informe la Cour de sa constitution aux intérêts de Hyacinthe VIGAN et sollicite un délai complémentaire pour pouvoir produire des moyens additifs ;

Vu la correspondance n°2247/GCS du 18 septembre 2011 par laquelle un nouveau délai d'un mois a été accordé à Maître Cosme AMOUSSOU ;

Vu la lettre en date à Cotonou du 17 octobre 2001, enregistrée au Greffe de la Cour sous le n°1174/GCS le 02 novembre 2001, par laquelle Maître Cosme AMOUSSOU transmet à la Cour son mémoire en réplique au mémoire en défense de la Sous-Préfecture ;

Vu la lettre n°2242/GCS du 22 novembre 2001, par laquelle le mémoire en réplique de Maître Cosme AMOUSSOU, conseil du requérant, a été communiqué au Sous-Préfet d'Abomey-Calavi, pour son mémoire en contre réplique ;

Vu la consignation légale payée et constatée au dossier par le reçu n°1035 établi le 11 juin 1997 ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême alors en vigueur ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;



Ouï le conseiller **Etienne S. AHOANKA** en son rapport ;

Ouï l'avocat général **Nicolas L. A. ASSOGBA** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EXAMEN DU RECOURS

EN LA FORME

Considérant qu'en vertu de la règle de la décision préalable, le juge administratif ne peut être saisi que par la voie d'un recours formé contre une décision ; qu'en l'absence d'une décision spontanément prise par l'administration, le requérant potentiel a l'obligation de provoquer son intervention par une demande adéquate qui peut prendre la forme d'un recours gracieux ou hiérarchique ;

Que le recours administratif préalable opère la liaison du contentieux en ce sens que, en cas de recours au juge le litige se trouve concrétisé et délimité par ce qui a été demandé par le requérant à l'autorité administrative ; que c'est ce que le requérant a échoué à obtenir de l'administration qu'il demande au juge de lui accorder ;

Considérant que dans le cas d'espèce, le requérant a introduit un recours de plein contentieux ; que sa conclusion, tendant à voir la Cour condamner la Sous-Préfecture d'Abomey-Calavi à lui payer la somme de quatre millions deux cents mille (4.200.000) francs CFA pour les arriérés de loyer et cinq millions (5.000.000) à titre de dommages-intérêts, constitue l'élément permettant de classer le recours dans la catégorie du plein contentieux ;

Considérant que le requérant soutient que sa lettre en date du 17 septembre 1996, par laquelle il a invité la Sous-Préfecture d'Abomey-Calavi à se prononcer sur sa non-occupation de la maison en état de service depuis le 15 juillet 1996 est un recours administratif préalable ;



Mais que ce recours est resté sans suite et que ce silence de la Sous-Préfecture d'Abomey-Calavi équivaut à une décision implicite de rejet ;

Or, nulle part dans ladite lettre produite au dossier, portant en objet « A/S location maison pour servir poste de commissariat à Abomey-Calavi », le requérant n'a formulé de conclusion à fin de réclamation d'une créance sur la Sous-Préfecture d'Abomey-Calavi au titre d'arriéré de loyer, encore moins de dommages et intérêts ;

Qu'en effet, dans cette lettre, il écrivait en substance : « En application des termes de vos lettres sus-référencées, j'ai mis en état pour servir de poste de commissariat, le bâtiment que vous avez retenu.

.....

.....

A ce jour, aucun indice d'occupation de la maison n'est senti. C'est pour cela, inquiet du silence qui s'installe, j'ai choisi de me rappeler à vos souvenirs.

Espérant que vous voudrez bien me situer sur la décision que vous prenez à ce propos,.....» ;

Considérant qu'il ressort de ce qui précède que, le requérant ayant introduit un recours de plein contentieux alors même qu'il n'a pas au préalable demandé et échoué à obtenir de la Sous-Préfecture d'Abomey-Calavi, le recouvrement de sa créance d'arriéré de loyer et l'indemnisation auxquels il prétend avoir droit ;

Qu'en conséquence, il y a lieu, sans qu'il y est besoin d'examiner les autres moyens, de déclarer le recours irrecevable pour défaut de décision préalable et, par suite, défaut de liaison du contentieux ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Est irrecevable le recours en plein contentieux du 07 mai 1997, introduit par Hyacinthe VIGAN




contre la Sous-Préfecture d'Abomey-Calavi et tendant à la réclamation de dommages-intérêts.

Article 2 : Les frais sont mis à la charge du requérant.

Article 3 : Notification de la présente décision sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Jérôme O. ASSOGBA, conseiller à la chambre administrative ;

PRESIDENT :

Etienne M. FIFATIN

Et

Etienne S. AHOANKA

CONSEILLERS :

Et prononcé à l'audience publique du mercredi dix-sept décembre deux mille quatorze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Nicolas L. A. ASSOGBA, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC :

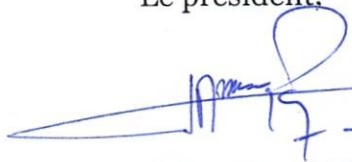
Calixte A. DOSSOU-KOKO,

GREFFIER :

Et ont signé

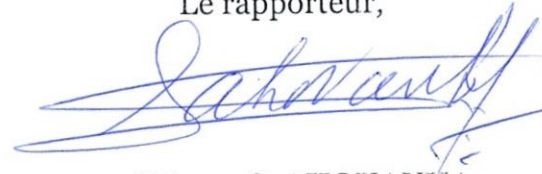


Le président,




Jérôme O. ASSOGBA

Le rapporteur,



Etienne S. AHOUANKA

Le Greffier,



Calixte A. DOSSOU-KOKO